



#258 Bulletin du 28 novembre 2019

cget

Action Cœur de ville

► « Action cœur de ville », l'expérience de Douai.

Frédéric Chéreau.

Fondation Jean Jaurès, 22 novembre 2019. En ligne

La situation des villes moyennes est aujourd'hui sur le devant de la scène car, peut-être plus que d'autres, elles sont confrontées à une nécessité d'évolution, que cela soit dû à un phénomène de désindustrialisation, de perte de vitalité économique ou à une place à redéfinir entre les métropoles et les plus petites villes. L'exemple de la ville de Douai est caractéristique des transformations en cours et il permet également d'interroger le dispositif « Action cœur de ville » mis en place en 2018. Son maire, Frédéric Chéreau, revient sur son application dans sa commune pour l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation.

Centres-villes

► La déprise du commerce de proximité dans les centres-villes des villes de taille intermédiaire.

Insee - Arthur Cazaubiel ; Gaël Guymarc.

Insee Première, n° 1782, novembre 2019. 4 p.

Les villes de taille intermédiaire sont un support incontournable du commerce de proximité en France.

L'offre en centre-ville est principalement structurée autour de l'équipement de la personne (habillement, chaussures, pharmacies, etc.), des restaurants et débits de boissons, des commerces alimentaires et des agences bancaires et immobilières. La composition du commerce de centre-ville dépend également de sa taille : les plus grands d'entre eux sont plus axés sur la restauration et les débits de boissons et l'équipement de la personne. Dans huit villes de taille intermédiaire sur dix, les effectifs salariés du commerce de proximité en centre-ville baissent entre 2009 et 2015. Toutefois, le commerce de proximité est mieux orienté dans les villes dans leur ensemble que dans leurs centres-villes. Malgré des disparités régionales, ces constats sont partagés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le commerce de centre-ville résiste mieux dans les villes de taille intermédiaire qui sont attractives en matière de démographie, d'emploi ou de tourisme.

Cohésion territoriale

► La couleur des gilets jaunes.

Aurélien Delpirou.

La vie des idées, 23 novembre 2018. En ligne.

Jacquerie, révolte des périphéries, revanche des prolos... Les premières analyses du mouvement des gilets jaunes mobilisent de nombreuses prénotions sociologiques. Ce mouvement cependant ne reflète pas une France coupée en deux, mais une multiplicité d'interdépendances territoriales.

Coopération transfrontalière

► Le codéveloppement dans l'aire métropolitaine transfrontalière du Luxembourg. Vers un modèle plus soutenable ?

Fondation Idea - Vincent Hein.

Document de travail, n° 13, novembre 2019. 22 p.

Ce *Document de travail* a pour objectif d'alimenter le débat sur la politique de coopération transfrontalière entre le Luxembourg et les régions voisines en abordant la définition d'une politique de codéveloppement au sein de l'aire métropolitaine transfrontalière du Luxembourg, un territoire plus restreint que celui de la Grande Région, mais qui dépasse les frontières nationales du Grand-Duché. Compte tenu des multiples interprétations possibles émergeant dans le débat public, du caractère éminemment transversal mais aussi sensible de cette thématique, la publication s'attache dans un premier temps à préciser les raisons pour lesquelles une politique de codéveloppement gagnerait à être mise en place. Puis tente de définir les objectifs qu'elle devrait chercher à atteindre, les acteurs potentiellement impliqués ainsi que son contenu possible.

Démocratie locale

► Synthèse du forum départemental des conseils citoyens de Seine-Saint-Denis.

Centre de ressources Profession Banlieue, novembre 2019. 24 p. Coll. *Textes de Profession Banlieue*

Cette journée qui a réuni en avril dernier près de deux cents conseiller·es citoyen·nes, élu·es et professionnel·les a permis de recenser les freins et les difficultés rencontrées par les conseiller·es citoyen·nes dans l'exercice de leur mandat et d'identifier des pistes d'actions susceptibles d'y remédier. Parmi les retours et les réflexions issus des ateliers thématiques : comment les conseils citoyens peuvent-ils développer la participation des habitant·es dans les quartiers ? Comment améliorer le rôle et la place des conseils citoyens dans le pilotage de la politique de la ville ? Le conseil citoyen, quel rôle dans les projets locaux ? Quel fonctionnement du conseil citoyen pour une meilleure implication et efficacité ?

Un outil un focus

► Deux siècles de données sur la France et ses habitants à portée de cartes

Depuis quelques années, les technologies numériques font faire des bonds spectaculaires en matière de cartographie, comme en témoigne le nouvel outil consacré à la démographie historique de la France que vient de rendre public l'Observatoire des territoires. Cartographier la part de la population sachant lire et écrire au XIXe siècle, l'indice de jeunesse, la répartition hommes/femmes ou un des 40 000 indicateurs présents dans la base, est désormais possible depuis la librairie « [SGF](#) » disponible via le logiciel [R](#).

Avec cet outil, l'Observatoire des territoires facilite l'exploitation d'une banque de données d'une richesse exceptionnelle et permet de mettre en perspective les analyses territoriales sur un temps long.

► Découvrir le package SGF : la [fiche de présentation](#) et l'[outil en ligne](#)

► Quelques exemples de cartes de démographie historique réalisées à partir du package SGF :



Indicateur de jeunesse en 1861



Part de la population sachant lire et écrire en 1866



Nombre de femmes pour 100 hommes en 1861

Développement territorial

► **Les enjeux de la grande vitesse ferroviaire dans l'émergence de coopérations interurbaines. La perspective du corridor de développement pour l'espace Rhin-Rhône ?**

Guillaume Carrouet.

EchoGéo, octobre 2019. En ligne

L'espace Rhin-Rhône, comprenant un ensemble d'agglomérations de Dijon à Bâle, illustre les enjeux de développement d'un espace inclus dans le corridor Mer du Nord – Méditerranée. L'arrivée de la grande vitesse ferroviaire a été perçue par les acteurs locaux comme un facteur favorable à l'émergence de coopérations à travers la constitution d'un réseau de villes, la Métropole Rhin-Rhône. Sous impulsion de l'État, cette initiative représente un enjeu pour un espace dont la dimension circulatoire est certaine. Pourtant, après 8 années de service de la LGV, le bilan est décevant au regard des ambitions de départ. Si les enjeux d'accessibilité ont fédéré les acteurs locaux, le développement territorial souhaité à proximité de chaque gare a affaibli cette perspective de coopération. En témoigne, la redondance des zones d'activités à vocation tertiaire créées dans des agglomérations moyennes, séparées seulement d'une centaine de kilomètres.

Développement urbain durable

► **La biodiversité dans les stratégies d'aménagement urbain.**

Philippe Clergeau.

Métropolitiques, novembre 2019. En ligne

La conception urbaine et paysagère rencontre une demande de plus en plus importante de végétalisation, voire de biodiversité, formulée par les citoyens et les acteurs de l'aménagement. Au fil de ses expériences de consultant en urbanisme, Philippe Clergeau constate que l'adoption de méthodes plus adaptées aux dynamiques naturelles se traduit par des stratégies plus complètes dans la conception, mais aussi par des interrogations sur la gestion des aménagements livrés.

Egalité - Inégalité

► **Quarante ans d'inégalités de niveau de vie et de redistribution en France (1975-2016), in : "France, portrait social", édition 2019.**

Insee - Julien Blasco ; Sébastien Picard.

Insee références, novembre 2019. En ligne

Entre 1975 et 2016, en France métropolitaine, le niveau de vie médian après redistribution a augmenté de 56 % en euros constants. Il a progressé de façon quasiment continue de 1975 au milieu des

années 2000 et stagne depuis la crise de 2008. Quel que soit l'indicateur retenu, les inégalités de niveau de vie ont fortement diminué de 1975 jusqu'au début des années 2000. Elles ont augmenté ensuite, même si l'augmentation ponctuelle liée à la crise de 2008 a été largement compensée à partir de 2013. Au final, les inégalités se retrouvent au niveau de 1990, très en deçà du début de période, mais un peu plus élevées que les minima atteints au début des années 2000. Les évolutions des inégalités de niveau de vie de ces quarante dernières années suivent généralement celles des inégalités avant redistribution, même si la redistribution atténue les inégalités de départ et réduit l'ampleur de leurs évolutions. Cependant, depuis 2008, l'effet redistributif accru du système socio-fiscal a largement compensé la hausse des inégalités avant redistribution.

► La France, les inégalités et l'ascenseur social.

Laurence Boone ; Antoine Goujard.

***Futuribles*, n°433, novembre-décembre 2019. pp. 5-17**

S'appuyant sur des comparaisons internationales, cet article souligne la faible mobilité sociale au fil des générations et une inégalité des chances qui, en France, est perpétuée par le système éducatif et de formation. Autrement dit, ni l'École, ni le parcours dans l'emploi (quand on a la chance d'être actif) ne permettent aux personnes situées en bas de l'échelle sociale d'y progresser ; et si la redistribution et les transferts sociaux tempèrent un peu l'analyse, ils ne suffisent pas à rétablir une égalité des chances. Comme l'indiquent les auteurs dans leurs recommandations finales, seules des mesures substantielles de réforme dans le domaine de l'éducation tout au long de la vie seraient à même de changer la donne.

Etat-Territoires

► Etat-Territoires : du sur-mesure pour les réconcilier.

Bastien Scordia ; Jean-Bernard Auby ; Patrice Duran et al.

***Acteurs publics*, novembre 2019. pp. 33-107**

Mis au défi de changer, l'Etat semble résolu à associer pleinement les collectivités territoriales à la définition des politiques publiques. Pour y parvenir, il devra créer les conditions de l'égalité réelle entre les territoires, mais le chemin sera jonché d'obstacles. Pour définir ce qui ne lui revient plus, désigner des chefs de file identifiés et des financements pérennes, l'Etat devra trancher entre des intérêts contradictoires. Parmi les thèmes abordés dans ce dossier : l'histoire et les penseurs de la décentralisation, les différenciations territoriales, la complexe équation du pouvoir réglementaire des régions, ...

Finances locales

► Territoires et finances : principaux ratios financiers des communes et intercommunalités en 2018.

Association des maires de France (AMF) ; La banque postale, novembre 2019. 20 p.

Cette sixième publication de Territoires et Finances, fruit du partenariat entre La Banque Postale-Collectivités Locales, l'AMF et des présidents d'intercommunalité, regroupe huit fiches, sept consacrées aux communes et une aux groupements à fiscalité propre (GFP). Elles apportent des éclairages financiers pour 2018 sur les communes en fonction de leur strate démographique et de leur appartenance intercommunale. Les budgets sont analysés à travers quatre principaux thèmes : les dépenses, les recettes, le financement des investissements complété des principaux ratios de dette et de trésorerie. Une dernière partie est consacrée aux recettes de fonctionnement, avec une analyse de la composition des recettes fiscales et de l'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et

de ses composantes.

Innovation



Carrefour des innovations sociales.

Carrefourdesinnovationssociales.fr, novembre 2019. En ligne

Partout en France, au cœur des métropoles comme au plus profond des territoires ruraux, des hommes et des femmes conçoivent et portent des solutions aux défis de la transition écologique, du développement économique local, de la solidarité, du renforcement de notre démocratie...

Cette innovation sociale est foisonnante et riche de promesses mais elle reste dispersée, manque de visibilité et perd souvent en impact. C'est pourquoi, le CGET, avec plus de 50 organismes, financeurs, observateurs, acteurs publics et privés, experts de l'innovation sociale, a créé **Carrefour des innovations sociales**, une plateforme numérique coopérative avec un moteur de recherche dédié. Lancée le 25 novembre à l'occasion de la Semaine de l'innovation publique, cette plateforme a pour finalité première de recenser collectivement et de manière experte toutes les innovations sociales, de les décrire, de les localiser, mais également de faciliter les mises en contacts.

- Accédez à [Carrefour des innovations sociales](#)
- Retrouvez [la tribune des signataires](#) de la plateforme Carrefour des innovations sociales (Labo de l'ESS, l'Avisé, La Fonda, GNIAC, Fondation Crédit coopératif, agence @priles, ...)

► L'entrepreneuriat innovant au-delà du modèle start-up. Une lecture par l'écosystème lyonnais d'accompagnement.

Théo Battaglia.

Millénaire 3, Publ. novembre 2019. 28 p.

Dans un contexte de critiques grandissantes envers le modèle start-up, les autres formes d'entrepreneuriats, moins médiatisées, se développent aussi dans l'innovation. L'innovation concerne les nouveautés entrepreneuriales, autant dans le produit ou service final, que dans l'organisation et la gestion de l'entreprise. Loin de l'imaginaire collectif de l'entreprise start-up promise à un avenir de licorne, des entreprises de diverses formes sont accompagnées par les territoires. Ces différentes catégories d'entreprises innovantes bénéficient de traitement adaptées à chacune de leurs spécificités structurelles. Basée sur plusieurs entretiens avec des acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat innovant sur les territoires de Lyon, cette étude met en lumière l'adaptation des structures d'accompagnement face à la diversité des entreprises innovantes.

Jeunesse

► Jeunes des villes, jeunes des champs : la lutte des classes n'est pas finie.

Salomé Berlioux ; Jérôme Fourquet ; Jérémie Peltier.

Fondation Jean Jaurès, novembre 2019. 18 p.

Afin d'objectiver une situation encore peu connue, Chemins d'avenir, la Fondation Jean-Jaurès et l'Ifop ont interrogé les jeunes Français de 17 à 23 ans sur leurs choix d'orientation et leur rapport à l'avenir. Résultat ? Les origines géographiques et sociales continuent d'influer fortement sur la projection de ces jeunes vers l'avenir, sur leur degré d'ambition et sur l'autocensure qu'ils développent, de manière plus ou moins consciente, en fonction de leur milieu d'origine et de leur lieu de résidence.

Métropoles

► Mexico et Buenos Aires réinvestissent leurs centres.

Carlos Gotlieb.

Urbanisme, n° 414, automne 2019. pp 21-25

Devenues des métropoles autonomes, Mexico et Buenos Aires mettent en oeuvre de nouveaux dispositifs d'aménagement et de gestion, privilégiant l'attractivité de leurs centres-villes.

Population

► 38 % de la population française vit dans une commune densément peuplée.

Insee - Marie-Pierre de Bellefon ; Pascal Eusebio ; Jocelyn Forest ; Raymond Warnod.

Insee Focus, n° 169, 22 novembre 2019. En ligne

En France, 25 millions d'habitants vivent dans des communes densément peuplées en 2016 (soit 38 % de la population). Viennent ensuite les communes de densité intermédiaire (30 % de la population), les communes peu denses (29 %) et les communes très peu denses (4 %). En moyenne, 24 % des habitants européens vivent dans des communes peu denses ou très peu denses. Seules l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Hauts-de-France comptent plus du tiers de leur population dans des communes denses. Dans les DOM, la population est plus concentrée qu'en métropole et les communes très peu denses sont beaucoup plus rares.

Rénovation urbaine

► Logement social et application de la loi SRU : la lettre plutôt que l'esprit.

Grégoire Fauconnier.

Métropolitiques, novembre 2019. En ligne

L'article 55 de la loi SRU de 2002 vise à promouvoir la mixité sociale en imposant un seuil de logements sociaux (20 %, passé en 2013 à 25 %) aux communes des grandes agglomérations. Une étude dans le département des Yvelines montre que les villes déficitaires en logement social s'accommodent finalement bien de ces objectifs mais que la mixité sociale n'est toujours pas au rendez-vous.

Ruralité

► Ruralité, égalité, fraternité : pour une campagne au coeur de la région capitale.

Anne Gbiorczyk.

Ceser Ile-de-France, novembre 2019. 96 p.

Une nouvelle forme de ruralité dite périurbaine est apparue en Ile de France et ces nouvelles campagnes connaissent une attractivité migratoire, parfois subie, mais aussi choisie et motivée par des facteurs liés à la qualité de vie. Ce rapport ne prétend pas apporter toutes les réponses à la vaste problématique du développement rural en Ile-de-France. Son ambition est de toucher du doigt un certain nombre de points de fragilité, par ailleurs bien connus du public, puis de s'efforcer d'avancer quelques pistes de proposition en vue d'y remédier. La première partie est consacrée à la présentation d'un état des lieux comprenant notamment un rappel des dernières évolutions démographiques, économiques et sociales du monde rural francilien. Sans prétendre être totalement exhaustive, la deuxième partie s'efforce de présenter, dans leurs grandes lignes, les principales initiatives prises par la Région Ile-de-France en faveur du milieu rural francilien. La troisième partie présente des exemples d'initiatives heureuses (success-stories) qui méritent d'être encouragées et portées à la connaissance du public. La quatrième partie s'efforce d'avancer des propositions sur quelques-unes des principales fragilités du monde rural francilien.

Services aux publics

► Géographie inégalitaire des services publics et aménagement du territoire.

Gwénaél Doré.

Population & Avenir, n° 745, novembre-décembre 2019. pp. 4-8

Les services publics sont des activités exercées directement par une autorité publique, donc par l'Etat, une collectivité territoriale ou sous leur contrôle dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général. Comment la géographie des services publics a-t-elle évolué en France ? Quels enseignements en tirer pour l'aménagement du territoire ?

Territoires

► Les Français face à leurs territoires : résultats d'une enquête inédite.

Claude Grasland ; Clarisse Didelon-Loiseau.

The Conversation, 19 novembre 2019. En ligne

Le territoire est à la mode : le congrès des maires de France n'est-il pas l'occasion de rappeler à quel point communes, régions, intercommunalités vont être au cœur du débat politique ? Pourtant que sait-on de la relation qu'entretiennent les Français avec leurs territoires ? Sont-ils satisfaits des nouvelles régions telles que définies par l'État et des limites de l'Union européenne ?

Réalisée à l'automne 2017 sur un panel représentatif de la population française, l'enquête GlocalMap apporte des résultats inédits sur l'attachement des Français à leurs territoires.

► Accéder à l'étude dans son intégralité : **Premiers résultats de l'enquête GlocalMap. La perception des échelles territoriales de l'action publique en France.**

Claude Grasland ; Clarisse Didelon-Loiseau ; Arnaud Brennetot ; Hugues Pecout ; Pierre Pistre ; Sophie de Ruffray ; Sandrine Berroir.

Dossiers du CIST, n°7, novembre 2019. 8 p.

Vieillesse

► Vieillesse et logements.

Tome 1. Impact de la composition du parc de logements sur le vieillissement à l'échelle locale.

Tome 2. Impact du vieillissement sur l'occupation et la libération des grands logements d'ici 2035.

Mariette Sagot ; Juliette Dupoizat ; Mathieu Gouin.

Institut Paris Région, novembre 2019. 40 p. et 61 p.

Les premières générations du baby-boom nées entre 1946 et 1956 auront plus de 85 ans en 2040. D'ici là, le vieillissement à l'échelle des communes va dépendre pour beaucoup de la composition de leur parc de logements. Certains types de parc vont freiner le vieillissement comme le parc locatif libre de petite taille où la mobilité est forte, ou encore, le parc de petite taille en propriété ou en locatif social où la part des personnes âgées est déjà élevée. D'autres vont, au contraire, l'accélérer, comme les grands logements en propriété ou dans le parc social des années 1970-1990. Localement, l'importance de la construction à venir sera aussi un facteur décisif permettant de juguler plus ou moins le vieillissement attendu dans les logements existants. À l'échelle des territoires, selon les projections démographiques réalisées à l'horizon 2035, le vieillissement sera ainsi nettement plus marqué en grande couronne, notamment dans le périurbain. En 2035, le contraste sera net entre une agglomération centrale, plus jeune, et un périurbain qui accueillera les parts les plus élevées de personnes âgées.

► **L'Occitanie face aux enjeux du grand âge : 115 000 seniors dépendants de plus en 2040.**

Insee - Noémie Montcoudiol.

Agence régionale de santé - Bernadette de la Rochère ; Régine Escrouzailles.

Insee Analyses Occitanie, n° 86, novembre 2019. 4 p.

Conséquence du vieillissement et de l'arrivée aux âges avancés des générations du baby-boom, le nombre de seniors dépendants augmenterait de 60 % en Occitanie d'ici 2040. En particulier, les départements du Gard, de la Haute-Garonne et de l'Hérault seraient confrontés à une forte hausse du nombre de personnes âgées dépendantes, notamment à domicile. Pour faire face à ces évolutions, de nouvelles formes alternatives de prise en charge devront être développées pour compléter l'offre en institution et favoriser le maintien à domicile.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr

